



Lettre 6 - septembre 2020

Faut-il attendre qu'il y ait un incendie pour que l'Europe prenne en main la question des réfugiés ? Pourtant ce n'est pas faute d'avoir été prévenu par les ONG et les gouvernements ! Cet intérêt de tous les médias pour cet incendie dans le camp de Moira, combien de temps (de jours?) durera-t-il ? Aura-t-il des répercussions sur le « pacte des migrations » que doit proposer l' UE ?

Mais il n'y pas qu'en Grèce que les choses bougent. C'est aussi le cas en Méditerranée et dans la Manche. Les rubriques concernant l'Europe, les diverses régions de France, sont encore alimentées, ainsi que le devenir de quelques migrants.

MC Girard

Étant donné l'abondance des informations, en particulier sur Moria, je n'ai pas précisé chaque média utilisé, mais ceux consultés sont, entre autres : Franceinfo, AFP, Match, Marianne, Le figaro, Le Monde, Les Échos, La Croix, RFI, CNN, Corriere della Sera, Courrier International, BFMTV, 20 minutes, sites grecs, pompier grecs, Amnesty International, Migrants, Médecins sans Frontières, Croix-Rouge, Croissant-Rouge, national geographic, etc. .

LES CERCLES

D'après les informations que nous recevons, les cercles de silence se sont tenus dehors, en respectant les « gestes barrière ». Nous avons eu des nouvelles de : Versailles, Aix-en-Provence, Grenoble, Paris, Marseille, Colomier, Le Havre.

LA MARCHÉ DES SANS-PAPIERS



À l'appel de 15 collectifs de sans-papiers, de la marche de la solidarité, des états généraux des migrations, et de plus de 120 organisations, des **sans-papiers marcheront vers l'Élysée** à partir du **19 septembre** des quatre coins du pays (Aix-en-Provence, Marseille, de Rennes, de Toulouse, de Lille, de Strasbourg, Montpellier, Bayonne, Grenoble, Le Havre...) pour **atteindre Paris** en une grande manifestation le **samedi 17 octobre** afin d'imposer enfin la régularisation de tous les

Sans-Papiers, la fermeture des centres de rétention et le logement pour tous.

<https://www.lacimade.org/la-marche-des-sans-papiers/>?

CENTRES DE RETENTION ADMINISTRATIVE

Le 5 septembre, des rassemblements devant les CRA ont eu lieu partout en France et notamment à Marseille où près de cent personnes se sont retrouvées devant une bannière exigeant “ l'Ouverture des frontières, la Régularisation de tous les sans-papiers, la Fermeture des centres de rétention “ et derrière un haut-parleur pour faire savoir aux retenus du Canet - qui sont encore plus

de 60 à y languir - que les associations et collectifs de solidarité de la Métropole Aix-Marseille-Provence étaient présents et leur manifestaient un unanime soutien.

LESBOS – Camp MORIA en feu



Sur l'île de Lesbos (85 000 habitants), Moria, le plus grand camp de réfugié de Grèce, héberge 12 700 réfugiés (dont 4000 enfants), alors que sa capacité d'accueil est de 2800. Le 9 septembre 2020, au petit matin, des feux épars dans la prairie autour du camp, mais aussi à l'intérieur de la structure se sont déclenchés. Et ce, après des manifestations contre les conditions de quarantaine. En effet, 35 personnes ont été testées positives au covid-19, elles devaient être placés en isolement.

Il n'y a pas eu de victimes, seuls quelques blessés légers. L'ensemble du camp, mais aussi l'oliveraie extérieure (où se trouvaient 8000 personnes dans des tentes) était en feu. Un second feu s'est déclaré la nuit suivante. Plus de 3 000 tentes, des milliers de conteneurs, le centre d'enregistrement d'identification, des bureaux de l'administration et une clinique au sein du camp ont été brûlés.

Les migrants fuient le camp à pied en direction du port de Mytilène mais sont bloqués par les véhicules des forces de l'ordre. La majorité d'entre eux s'est retrouvée assise au bord de la route formant une file d'attente de trois kilomètres. Ils ont perdu leur téléphone, leurs économies, leurs papiers : brûlés. "De nombreuses personnes sont dispersées à des endroits sur l'île" où les ONG ne peuvent pas avoir accès, (Médecins sans Frontières)

L'état d'urgence a été déclaré. Les habitants de Moria et des autres villages environnants estiment que "La zone paie le prix de l'indifférence et de l'abandon". Les autorités grecques distribuent de la nourriture, dans certains points seulement, et ont envoyé 19 000 kits de tests pour dépister les migrants qui pourraient être porteurs de la Covid-19.

400 mineurs non accompagnés ont été transférés en direction de la ville de Thessalonique. Des solutions d'hébergement temporaires sont proposées, notamment sur un ferry de la compagnie Blue Star qui peut accueillir 1 000 personnes et sur deux navires militaires. De nouvelles tentes sont distribuées, mais des milliers de migrants resteront sans-abri pendant plusieurs jours.

L'Unicef et l'Union européenne ont promis de prendre en charge les 400 enfants non accompagnés présents dans le camp.

Évacuer les milliers de migrants de l'île de Lesbos « est un impératif humanitaire », a alerté jeudi le président de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), qui a présenté un rapport sur les risques menaçant migrants et réfugiés avec la pandémie de la Covid-19. Les migrants « sont maintenant dans une situation terrible. La population locale, les ONG, la Croix-Rouge... Tout le monde fait le maximum, mais pour combien de temps ? »

Les REACTIONS APRES INCENDIE

Le Premier ministre grec, lors sommet européen Med7, a rappelé à davantage de solidarité européenne sur cette question de la pression migratoire et des demandeurs d'asile. Rappelant que, ce qu'il qualifie de « *poids insupportable* », est avant tout un « *problème européen* ». « *Aujourd'hui* », a-t-il précisé, « *l'Europe doit passer des paroles de soutien aux actes de solidarité, pour réussir là où nous avons malheureusement échoué par le passé* ». Une Europe, que les demandeurs d'asile appellent également, à adopter des politiques migratoires plus humaines

Emmanuel Macron avait auparavant assuré que la crise migratoire "sera au cœur de l'agenda européen des prochaines semaines", affirmant que "l'impasse n'a que trop duré sur les sujets migratoires".

L'incendie du camp insalubre et surpeuplé est qualifié de « *catastrophe humanitaire* », par le ministre allemand des affaires étrangères, qui a demandé mercredi 9 septembre aux pays de l'Union européenne de prendre en charge des migrants désormais privés de tout.

La solidarité obligatoire, est un point que la Commission européenne entend inscrire dans son projet de pacte pour la migration. Ce texte, doit, en principe, être dévoilé le 30 septembre avant d'être soumis aux États.

Le **Grec** Margaritis Schinas, commissaire et vice-président chargé de ce dossier jugé « *emblématique* » indiquait en avril, qu'il s'agissait de « *ne pas laisser seuls et sans aide les pays en première ligne* ». A savoir, principalement, la Grèce et l'Italie. « *L'Europe ne doit pas échouer une deuxième fois sur la question de la migration* »

Selon le ministre des Affaires étrangères d'**Autriche**, «si nous vidons le camp de Moria, il se remplira de nouveau immédiatement», toutefois il propose un million d'euros d'aides pour acheter «des tentes et des couvertures» en Grèce.

L'**Allemagne** et la **France** ont proposé, après l'incendie de Moria, la prise "en charge des mineurs non accompagnés, en particulier pour là aussi participer, comme il se doit, à cette solidarité européenne". Ils ont lancé une initiative commune pour en accueillir des centaines en Europe.

En **Allemagne**, Plusieurs milliers de personnes ont d'ailleurs manifesté spontanément mercredi dans plusieurs villes (Berlin, Hambourg, Hanovre, Münster, etc.) de ce pays pour exiger des autorités de prendre en charge des migrants.

La commissaire du **Conseil de l'Europe** a critiqué mercredi "le manque de solidarité des pays membres de l'Europe qui sont aussi responsables pour la situation catastrophique" sur l'île.

La **Commission européenne** par sa présidente Ursula von der Leyen, s'est déclarée "profondément attristée par les événements de la nuit dernière" et a assuré la Grèce du "soutien" de la Commission et des États membres. *Notre priorité est la sécurité de ceux qui se retrouvent sans abri*". Elle prend en charge le transfert immédiat vers la Grèce continentale de 400 enfants et adolescents.

Le Premier ministre **grec**, Kyriakos Mitsotakis, a reconnu mercredi que "la situation à Moria ne peut plus continuer. C'est à la fois une question de santé publique, de politique humanitaire, et de sécurité nationale". "L'Europe doit passer des paroles de solidarité à une politique d'actes de solidarité. Nous devons mettre la crise migratoire au cœur de nos discussions et être beaucoup plus concrets".

La **France**, est prête à prendre en charge certains migrants, notamment "des enfants éligibles au droit d'asile", même s'il ne s'agit que d'une option parmi d'autres.

Selon « **France terre d'asile** » : Il faut que l'Europe aide la Grèce, qu'elle ne la laisse pas

seule, mais la convaincre aussi de transférer les gens sur le continent. Il faut ensuite une solidarité européenne pour accueillir ces personnes à travers l'Europe, de manière organisée. La France peut tout à fait, aux côtés des pays qui le souhaitent également, accueillir plusieurs centaines de personnes. C'est une goutte d'eau par rapport à notre population et aux personnes qu'on accueille. On sait le faire. On l'a déjà fait et donc on attend un chiffre et aussi un plan d'action. Nous sommes prêts à apporter notre aide sur l'accueil en France. Il faut le faire rapidement.

Selon **France Fraternité**, *"L'Union européenne a forcé la main à la Grèce pour qu'elle retienne les réfugiés. Donc, on arrive à cette situation-là qui reflète les difficultés de mise en œuvre d'un droit d'asile européen harmonisé, qui révèle une Europe à la carte lorsqu'il s'agit de parler de solidarité et qui montre qu'il y a pas de consensus sur cette question."*

En **Europe**, L'Allemagne demande *la répartition des réfugiés* au sein de l'Union européenne, pour répondre à la *"catastrophe humanitaire"*. Mais l'Autriche et les Pays-Bas ont déjà dit non. La France s'est déclarée *"prête à prendre sa part dans la solidarité"*.

Pacte sur la migration et l'asile

La Commission européenne doit présenter à la fin du mois sa proposition, plusieurs fois repoussée, de « nouveau Pacte sur la migration et l'asile ». L'exécutif européen coordonne par ailleurs depuis plusieurs mois un programme de relocalisation vers une dizaine de pays de l'UE de quelque 2.000 mineurs non accompagnés arrivés dans les camps de réfugiés grecs. Jusqu'à présent, seules quelque 640 personnes (enfants, adolescents et familles d'enfants malades) ont été relocalisées dans sept pays (Belgique, France, Luxembourg, Allemagne, Irlande, Portugal, Finlande)

Pour Adriana Tidona, chercheuse en Grèce pour **Amnesty International**, « Nous pensons que les événements tragiques dans le camp de Moria sont un ultime appel à l'Union européenne pour qu'elle se défasse de ses politiques de migration basées sur l'idée d'empêcher les arrivées en contenant les gens en masse dans des camps surpeuplés. Comme la situation à Moria l'a montré, cela ne fait que créer de la souffrance et de l'insécurité pour les résidents. Moria est surpeuplé depuis des années. L'Europe n'aurait pas dû attendre que la situation arrive à ce niveau pour s'en rendre compte. » « Nous pensons que le nouveau *pacte sur l'immigration et l'asile* qui est actuellement en train d'être finalisé devrait servir de nouveau départ à l'approche européenne envers les migrants et qu'un système effectif et juste de prise de responsabilité pour les demandeurs d'asile et réfugiés est essentiel pour que ce changement en soit réellement un. »

MEDITERRANEE

La méditerranée n'est pas un cimetière : il n'y a pas de pierres tombales, et donc pas de noms, de dates. C'est un abîme dans lequel des vies ont disparues.

Selon les dernières données du HCR, les tentatives de départ augmentent en Méditerranée centrale, route migratoire la plus meurtrière du monde. Entre début janvier et fin juillet, les tentatives au départ de la Libye ont augmenté de 91%, comparé à la même période l'an dernier, représentant 14 481 personnes ayant pris la mer.

En méditerranée plusieurs navires font parler d'eux : l'Open Arms, le Maersk Etienne, le Sea Watch 4, le Alan Ourdi, l'Ocean Viking et le Louise Michel

Open Arms

Depuis le 2 septembre, l'**Open Arms** (de l'ONG **espagnole** du même nom) est présent dans la zone de recherche et de sauvetage de Libye. C'est navire humanitaire qui reprend la mer après

six mois de travaux de modernisation et de rénovation. Il est équipé de nouvelles mesures de sécurité et de prévention adaptées au coronavirus". Du personnel médical de l'association italienne Emergency a rejoint l'équipe afin d'assurer les soins de santé à bord. De plus, le navire possède dorénavant "la technologie nécessaire pour détecter des maladies et prévenir les infections telle que la covid-19. Ceci permettra de maintenir la sécurité de l'équipage et des personnes secourues et de procéder aux isolements nécessaires.

Le navire humanitaire a porté assistance la semaine dernière à près de 300 migrants au large de la Libye lors de trois opérations distinctes. La première a eu lieu mardi 8 septembre (84 personnes, dont quatre femmes). Dans la nuit du jeudi 10 au vendredi 11, 78 dont 12 femmes, qui ont été secourus par l'Open Arms. La troisième et dernière opération s'est déroulée vendredi après-midi avec le sauvetage de 116 personnes, dont deux femmes. Alerté par un navire commercial, avec ordre de Malte ne pas les aider, ces 116 personnes ont été sauvées, mais dans un état de déshydratation sévère, de confusion et de faiblesse extrême, après trois jours de dérive sans nourriture ni eau. La majorité des 278 naufragés sont originaires du Ghana, d'Égypte et de Somalie. Il navigue désormais entre l'île italienne de Lampedusa et Malte.

Maersk Etienne

Le cargo **Maersk Etienne**, (pavillon danois) transporte des produits chimiques. Le 4 août, A la demande des autorités maltaises il a secouru 27 migrants d'une embarcation à la dérive. Mais Malte, qui estime que la situation du Maersk Etienne n'est pas de la responsabilité des autorités de La Valette étant donné que le navire bat pavillon danois, a refusé de le laisser entrer au port. Le Danemark estime que "la Tunisie est responsable de l'accueil de ces personnes. Et le gouvernement est prêt à aider le gouvernement tunisien" puisque l'embarcation des migrants avait dérivé dans les eaux territoriales tunisiennes. La situation s'est aggravée il y a une semaine, lorsque trois migrants ont sauté par-dessus bord avant d'être secourus et ont ensuite menacé d'entamer une grève de la faim. Après 38 jours passés à bord, les rescapés ont été transférés par l'ONG Mediterranean Saving Humans à bord du navire *Mare Jonio*, après avoir les précautions nécessaires pour le transfert. Les 25 migrants secourus début août ont enfin pu débarquer en Sicile le 12 septembre.

Selon le communiqué commun du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), de l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM) et de la Chambre internationale de la marine marchande (ICS), il s'agit-là du troisième incident de ce type depuis le début de l'année mais les deux navires marchands précédents, le Marina et le Talia, avaient été en mesure de débarquer les migrants qu'ils avaient secouru en respectivement six et quatre jours. "Ce dernier incident en date représente une détérioration significative de la situation", soulignent les trois organisations.

Sea Watch 3

Après plus de deux semaines de quarantaine en Sicile, le **Sea Watch 3** a été saisi, mercredi 8 juillet, par les autorités italiennes. Celles-ci affirment avoir constaté "plusieurs irrégularités techniques et opérationnelles". SOS Méditerranée, Sea-Watch et Sea-Eye ont accusé l'Italie de bloquer leurs navires pour des "faux motifs" dans le but d'empêcher "les migrants secourus en mer d'atteindre l'Europe".

Sea Watch 4

Après des mois de travaux de réhabilitation et plusieurs semaines de retard dû au coronavirus, le **Sea Watch 4** a pris la mer le 15 août pour sa première mission au large de la Libye. Les 22 et 23 août, sept personnes en difficulté sur une embarcation en fibre de verre, puis 97 personnes entassées sur un bateau pneumatique ont été secourues. Le lundi 24 août, à son troisième sauvetage en moins de 48 heures : une centaine de personnes ont été secourues et amenées à bord. "C'est la réponse catégorique de la société civile à la politique raciste de l'Union européenne, qui préfère laisser des personnes se noyer plutôt que d'atteindre les côtes européennes", a déclaré jeudi

Philippe Hann, chef de mission du nouveau bateau. "Malgré tous leurs efforts pour nous en empêcher, nous n'arrêterons pas les opérations de secours". Le *Sea Watch 4*, qui avait déjà secouru 201 migrants en Méditerranée, a indiqué avoir pris en charge quelque 150 personnes supplémentaires, et compter désormais environ 350 personnes à son bord.

Alan Kurdi

Le navire **Alan Kurdi** (nom de l'enfant syrien échoué sur une plage turque en 2015) de l'ONG Sea-Eye, est reparti en mission en Méditerranée après plusieurs mois d'immobilisation, le samedi 12 septembre. Il avait été immobilisé par les gardes-côtes italiens. L'ONG allemande Sea-Eye a déposé plainte mercredi 5 août en Sicile contre le ministère italien des Transports. Les humanitaires reprochent à l'Italie d'avoir immobilisé "illégalement" leur navire l'Alan Kurdi pendant plus de deux semaines au mois de mai. La réparation du navire avait empêché trois opérations de sauvetage, alors que 252 personnes sont mortes, dans sa zone d'opération habituelle, en son absence, depuis le mois de mai. L'ONG allemande envisage d'ici la fin de l'année d'affréter un nouveau bateau qui sera baptisé du nom du frère d'Aylan, **Galip**. Le président de l'ONG a de nouveau critiqué le manque d'implication des pays européens, notamment leur peu d'entrain à trouver une solution pour accueillir les 12 000 réfugiés en quête d'un abri après l'incendie de Moria. Près de 300 migrants ont été ramenés en Libye par garde-côtes libyens en une seule journée la semaine dernière.

Océan Viking

L'**océan Viking**, appartenant à l'ONG SOS Méditerranée est retenu depuis le 22 juillet en Sicile par les autorités italiennes dans le port de Puerto Empedocle à cause de problèmes administratifs.

Louise Michel

Le « **Louise Michel** » est un bateau financé par l'artiste Banksy (célèbre street artiste britannique). Il estime que *"les autorités de l'UE ignorent délibérément les appels de détresse venant de non-Européens"*. Long de 31 mètres, il est très rapide ce qui lui permet de prendre de vitesse les gardes-côtes libyens. Le capitaine est Pia Klemp qui l'était déjà sur le *Sea-Watch 3*. Elle avait été poursuivie en 2019 par la justice italienne pour avoir secouru illégalement des migrants en Méditerranée.

On apprend l'existence de ce bateau le 27 août, c'est parce qu'il vient de secourir 90 personnes. Certaines sont brûlées par l'essence et l'eau de mer. L'équipage effectue un deuxième sauvetage dans la nuit, qui porte le nombre de migrants à 220. Le Louise Michel ne peut pas accueillir autant de personnes à bord, certains restent amarrés de longues heures à un canot, et le navire ne peut plus avancer. Une personne décédée pendant le voyage est aussi recueillie. L'équipage multiplie les appels à l'aide vers Malte et l'Italie, les pays les plus proches. Il accuse les autorités européennes d'ignorer leur appel. Le *Sea Watch 4* a décidé de venir en aide au « *Louise Michel* "face à l'absence de réaction" des autorités. Le collectif italien de gauche Mediterranea a annoncé l'envoi du navire *Mare Ionio* depuis le port d'Augusta en Sicile, invoquant lui aussi l'absence de réponse de l'Italie ou de Malte face "au danger de mort imminent" encouru par les migrants. *"La situation est dramatique (...) Il y a beaucoup de femmes et d'enfants, beaucoup de gens ont de graves problèmes médicaux à cause de brûlures d'essence et de nombreuses heures passées en mer"*. Les gardes-côtes italiens ont à leur tour répondu samedi aux messages de détresse du *Louise Michel*, en évacuant prioritairement les 46 personnes les plus fragiles (2 femmes, 13 enfants et 4 hommes) en envoyant un bateau de patrouille depuis Lampedusa.

L'équipage de *Louise Michel* rappelle *"L'obligation de sauvetage en mer est une obligation en vertu du droit maritime international. Cette obligation s'applique à toute personne en danger en mer – indépendamment de sa nationalité, du motif de sa fuite ou de son statut juridique"*, et fonde l'apparaître que les autorités européennes ne respectent pas leurs « *propres lois* ».

le SeaBird,

L'ONG allemande Sea Watch en coopération avec la fondation de pilotes HPI, dispose d'un nouvel avion, le **SeaBird**, afin de survoler la zone de détresse au large de la Libye d'où partent des centaines de migrants chaque semaine, dans l'espoir d'atteindre l'Europe sur des embarcations de fortune. Ce nouvel appareil rejoint le **Moonbird**, actif depuis 2017 qui est maintenu au sol avec une interdiction de départ, de par les autorités italiennes. Les humanitaires dénoncent une décision politique afin que "personne ne soit au courant de ce qu'il se passe en mer". Depuis 2017, il avait procédé à plus de 300 missions et estime avoir repéré « environ 20 000 personnes en détresse ».

En juin, le **SeaBird** a fait 14 missions et repéré 21 embarcations avec plus de 940 migrants en détresse. Il faut aussi prendre en compte les centaines de migrants interceptés par les garde-côtes libyens ou encore ceux qui disparaissent, sans même laisser une trace du naufrage. Lorsqu'on repère un bateau en détresse, un collaborateur au sol est informé de sa position qu'il transmet aux autorités, les italiens, maltais (qui refusent de communiquer avec les ONG) et les garde-côtes libyens (qui prétendent ne pas parler anglais). En parallèle, les navires humanitaires et les navires commerciaux les plus proches sont informés. Il n'y a pas le choix si on veut que l'embarcation en détresse ait une chance de s'en sortir. L'avion surveille au large des côtes libyennes : des manquements dans les sauvetages ont été remarquées ainsi que des interceptions illégales et des 'push-back' vers la Libye".

En Méditerranée la plupart des corps des naufragés ne sont jamais retrouvés.

MANCHE

la Manche est l'une des mers où le trafic est le plus intense et où les courants peuvent mettre en difficultés les embarcations. À la nuit tombée, depuis les hauteurs du cap Gris Nez, le canal apparaît constellé des lumières des bateaux qui circulent. Dans l'obscurité, la côte britannique illuminée semble encore plus proche qu'en plein jour. Une immense antenne de télécommunication éclairée en rouge est un repère évident pour les embarcations de migrants qui quittent les côtes françaises. "C'est sûr, certains jours, on a l'impression qu'on peut y aller à la nage et avec des jumelles classiques on voit les voitures passer de l'autre côté". Il y a 32 km entre les cap Gris Nez et les côtes anglaises mais les migrants n'ont qu'à faire la moitié du trajet car en entrant dans les eaux britanniques, ils sont pris en charge par les garde-côtes anglais. Mais quand on est en mer et que de l'eau rentre dans le bateau, et qu'on ne sait pas nager, c'est vraiment terrifiant.

Depuis le 1er janvier 2020, 6 200 migrants ont tenté de traverser la Manche pour rejoindre le Royaume-Uni, soit quatre fois plus qu'en 2019 où ils étaient 1 450 à la même période. En 2019, 2 758 migrants ont été secourus sur l'ensemble de l'année. Depuis le début de l'année 2020, il y a eu 548 tentatives de traversées, impliquant 6 200 réfugiés. Sur les seuls mois de juillet et août 2020, 326 tentatives ou traversées ont eu lieu, impliquant 3 176 migrants. En 2019, à la même période, la préfecture n'avait dénombré que 53 tentatives ou traversées, impliquant 654 migrants. Selon le ministère britannique de l'Intérieur, plus de 5.600 migrants ont traversé la Manche à bord de petites embarcations cette année.

Le 2 septembre, 63 personnes sont parties de la plage des dunes de Slack, près de Boulogne-sur-Mer, à bord d'un bateau pneumatique qui a chaviré, en direction du Royaume-Uni. Elles ont été secourus dans la matinée. En bonne santé, elles ont été conduites à un centre d'accueil près de Lens. En début d'après-midi, le centre opérationnel de secours a demandé à un bateau de pêche de remorquer une autre embarcation transportant 23 migrants. Le 7 septembre 2020, 83 ont été secourus et le même jour cinq opérations de sauvetage ont eu lieu dont une concernait un bateau avec 45 réfugiés à bord. La nuit même, 145 personnes ont atteint les côtes britanniques à bord de 18 embarcations.

Près de 800 réfugiés ont réussi à traverser la Manche depuis le 1er septembre ; la Grande-Bretagne étant considérée comme un eldorado. Depuis le début de l'année 2020, les traversées de la Manche à bord de "small boats" augmentent. Mais ce même 2 septembre, 409 migrants ont rejoint le Royaume-Uni, à bord de petite embarcations. Cependant, dix fois plus de traversées ont été empêchées en juillet 2020 qu'en juillet 2019 et quatre fois plus d'embarcations et de matériels ont été découverts dans les dunes" que l'année précédente, se félicite la préfecture du Pas-de-Calais. Comme il y a un ralentissement du trafic trans-manche liées à la pandémie, les migrants tentent la traversée en bateau, s'ils ont les moyens de payer des passeurs (3 000 euros). Les techniques de ces derniers se sont améliorées. "Les taux de réussite ont augmenté. On était à un à peine 60% de réussite début 2020, maintenant on est entre 60 et 70%". Ceux qui sont pauvres prennent des moyens de fortune.

Les conditions de vie des migrants à Calais se dégradent. Les quelques petits camps qui s'organisent désormais en périphérie de Calais sont démantelés toutes les 48 heures. Il y a de plus en plus de personnes en errance dans le centre ville de Calais.

Pour de nombreux migrants, le passage par camion, même s'il est dangereux et que les opportunités sont rares, reste préférable à la traversée en bateau, trop dangereuse, surtout pour les personnes qui ne savent pas nager.

EN FRANCE

CAEN

La Cimade se mobilise pour apprendre le français aux migrants. Depuis l'expulsion de plusieurs squats cet été, l'association est privée de salle de classe.

CALAIS

L'accès aux douches et aux sanitaires accordé aux migrants n'existe plus depuis le 3 juin. il reste un seul point d'eau pour les 350 migrants qui se trouvent à Grande-Synthe.

La maire de Calais, après une réunion avec le ministre de l'intérieur, a obtenu la publication un arrêté préfectoral qui interdit **la distribution de repas sauvages par les associations**. Seules resteront autorisées celles de la Vie Active, financées par l'État. Le ministre s'est engagé à ce que l'on conserve une bonne tenue du centre-ville. La préfecture du Pas-de-Calais estime notamment que les distributions de repas par les associations non mandatées sont « caractérisées par le non-respect des mesures de distanciation sociale dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, qu'elles créent des nuisances et que des déchets sont laissés sur place ».

1.169 migrants ont été interceptés par les autorités françaises après avoir tenté de traverser la Manche à l'aide d'embarcations de fortune ou à la nage.

Plus de 80 migrants dont au moins quatre enfants, ont été secourus le 8 septembre alors qu'ils tentaient de traverser le détroit du Pas de Calais à bord d'embarcations de fortune :16 migrants, dont cinq femmes et quatre enfants, après la panne de leur embarcation au large de Dunkerque. Quinze autres personnes, repérées au large de Calais dans une embarcation qui prenait l'eau. Quarante-cinq autres se trouvaient à bord d'une même embarcation pneumatique, signalée en difficulté.

Près de 200 membres de forces de l'ordre étaient mobilisées jeudi 10 septembre pour démanteler un campement de migrants à Calais. Mais à leur arrivée, les occupants avaient quitté les lieux.

PARIS

107 migrants, familles et femmes qui vivaient pour l'immense majorité dans des campements informels à la lisière de Paris et de la Seine-Saint-Denis, se sont installées, dans la nuit de lundi à mardi 1er septembre, sur le parvis de la mairie de Paris pour réclamer un accueil "*digne*" et un hébergement. Peu avant minuit, 219 personnes essentiellement originaires de Somalie, d'Afghanistan et de Côte d'Ivoire, dont 59 enfants et quinze femmes enceintes, ont investi la place de l'hôtel de ville au cœur de la capitale, avant d'être évacués mardi matin. Mais à 10 heures leur évacuation étant en cours, provoquant la colère du premier adjoint de la maire de Paris : *La réaction de la préfecture de police est totalement incompréhensible. Nous désapprouvons cette évacuation*". A 10h30, il n'y avait plus une seule tente sur le parvis. *"Nous avons trouvé une solution pour héberger momentanément les familles dans l'hôtel de ville, en attendant de trouver une solution plus pérenne, éventuellement dans des gymnases du 5e arrondissement"*, a précisé la personne en charge du logement auprès d'Anne Hidalgo.

MARSEILLE

Le 30 août, le premier adjoint à la mairie de Marseille, puis la maire, ont exprimé leur volonté de venir en aide à l'équipage du *Louise Michel* en proposant de leur ouvrir l'accès au port. *"Je demande à Emmanuel Macron de nous accompagner et à l'État de prendre ses responsabilités"*. *Ce ne sont pas des migrants. Je n'accepte pas ce terme. Ce sont des naufragés, ce sont de gens qui risquent la mort. Ils sont dans une situation critique. Le droit maritime, l'Histoire maritime, l'Histoire de la ville, tous convoquent notre responsabilité. Des femmes et des enfants sont en train de mourir... dans cette situation-là, on ne demande ni les papiers, ni la régularité de la situation de ces gens-là. On les sauve, on les secoure"*, martèle premier adjoint de la ville de Marseille. *"Cette une décision que l'on prend, on ouvre, on demande d'ailleurs au président de la République, à l'Europe de prendre ses responsabilités. La Méditerranée ne peut plus être un cimetière. On ne peut pas laisser les gens mourir en mer. On doit mettre les moyens. C'est notre responsabilité de ville, de capitale méditerranéenne"*, ajoute-t-il. *"Les personnes blessées, on va les soigner, puis elles entrent dans le droit commun (...) la question est simple : des gens se noient. C'est notre humanité qui est appelée là"*.

EUROPE

Plus de 676 000 demandes d'asile ont été déposées dans l'Union européenne l'an dernier.

Le sommet des ministres de l'intérieur de l'Union européenne (UE) d'octobre 2020 à Bruxelles, travaillera sur un nouveau « *pacte des migrations* » que doit proposer la Commission en septembre.

ESPAGNE

Les Canaries sont redevenues une porte d'entrée en Europe, comme elles l'avaient été de 2006 à 2008 : du 1er janvier au 31 août, 3 933 migrants sont arrivés, mais au moins 239 sont morts. Le renforcement des contrôles en Méditerranée et notamment sur la route partant du nord du Maroc incite les migrants africains à emprunter cet itinéraire. Ils pensent qu'ils ont moins de risque d'être interceptés dans l'océan Atlantique que dans la mer Méditerranée ou aux alentours du détroit de Gibraltar car ce passage entre les côtes africaines et les Canaries est moins sujet aux patrouilles maritimes

Certains d'entre eux partent parfois de plus de 1 000 km au sud de l'archipel, depuis le Sénégal ou la Gambie, d'autres viennent du Maghreb, du Mali, de Côte d'Ivoire, de Mauritanie. En moyenne, il y a entre 20 et 30 personnes par bateaux qui arrivent du Maroc.

Les débarquements de migrants se succèdent au large des Canaries. 283 individus sont arrivés depuis le 8 septembre 2020 : dans une pirogue 57 personnes, dont un enfant et deux femmes, au large de l'île de Tenerife, trois bateaux transportant 126 migrants ont été secourus au large des îles de Grande Canaries, Lanzarote et Fuerteventura.

Une fois sur la terre ferme, les migrants sont pris en charge par les autorités espagnoles et la Croix-Rouge, qui est systématiquement prévenue lors des opérations de sauvetage pour procurer des soins d'urgence. En cas de présence illégale sur le territoire, ils sont dirigés vers des centres de détention. Malgré la hausse observée, les arrivées sur les Canaries restent "gérables"

Cependant, il y a un engorgement administratif en Espagne fait face à des records de demandes d'asile. Rien qu'en 2019, 120 000 personnes ont déposé une demande. Actuellement, 100 000 dossiers sont toujours en cours de traitement".

Selon un accord passé en 2003, la Mauritanie s'est engagée à reprendre tous les migrants clandestins qui ont transité par son pays avant d'entrer en Espagne.

ALLEMAGNE

Le 7 septembre (avant l'incendie) plusieurs ONG d'aide aux réfugiés (Seebrücke, Sea-Watch, Campact et LeaveNoOneBehind) ont installé, lundi 7 septembre, face à la chambre des députés allemands, à Berlin, 13 000 chaises blanches symbolisant les personnes qui vivent dans des conditions sanitaires catastrophiques dans le camp de migrants de MORIA (Grèce). Depuis le début 2020, seuls 465 migrants ont été évacués de ces camps vers l'Allemagne, en particulier des enfants malades et leurs familles. La ville de Berlin s'est engagée à en accueillir plus d'un millier.

«Il est évident que la situation exige une aide urgente et nous poussons à ce que l'Allemagne mais aussi l'Union européenne prennent leurs responsabilités, soutiennent la Grèce et accueillent les réfugiés dans de bonnes conditions», lance le maire de Rottenburg, ville du Bade-Wurtemberg, dont une délégation avait justement visité l'île de Lesbos en février dernier. Ce maire exprime le souhait de sa commune d'accueillir plus de migrants, et ceci au nom de la morale chrétienne. Il reproche au ministre de l'Intérieur, de s'opposer à sa démarche.

Des manifestations dans tout le pays, en particulier à Berlin, ont également rassemblé plusieurs milliers de personnes mercredi soir, assurant sur leurs banderoles : « *Nous avons de la place !* », "Droit de séjour, partout, personne n'est illégal".

La Rhénanie du Nord-Westphalie, la région la plus peuplée d'Allemagne, s'est dite prête à prendre en charge jusqu'à un millier de migrants coincés à Moria, sur l'île grecque de Lesbos. « *Nous avons besoin de deux choses : une aide immédiate pour Moria et une aide européenne durable pour la prise en charge des enfants et des familles* », a affirmé le dirigeant de la région, un des rares responsables politiques à s'être rendus en août dans le camp qualifié de « *honte pour l'Europe entière* » en mer Méditerranée. Il en est de même pour la Basse-Saxe ou la Thuringe. Plus de 170 communes réclament la prise en charge des personnes sauvées de Moira. Mais le gouvernement fédéral privilégie un compromis européen.

L'Allemagne compte actuellement quelque **1,8 million** de personnes ayant obtenu ou demandé le statut de réfugié, toutes nationalités confondues.

PAYS-BAS

Le 10 septembre, Les Pays-Bas ont proposé d'accueillir une centaine de migrants, pour moitié mineurs, parmi les milliers qui se retrouvent sans abri après l'incendie de Moira.

ITALIE

Plus de 752 migrants, accueillis dans l'unique centre de réception (pouvant héberger moins de 200 personnes) de la petite île italienne de Lampedusa, ont dû être transférés, dimanche 6 septembre, à bord d'un ferry afin de libérer de la place. Ils passeront 14 jours en quarantaine sur le ferry, (Covid-19) avant d'être installés en Sicile ou ailleurs dans la péninsule pendant que leur demande d'asile est examinée.

Les habitants de la Sicile et du sud de la péninsule n'ont pas hésité ces dernières semaines à organiser des manifestations contre l'accueil des migrants dans leurs villes.

L'Italie a achevé, mardi 8 septembre, l'évacuation de quelque 2 400 migrants depuis Lampedusa avec pour destination le port sicilien d'Augusta. Quatre autres navires se dirigeaient vers Augusta et deux autres ports siciliens, Palerme et Trapani.

Sur les 237 migrants accueillis au centre de Siculiana, 16 ont été testés positifs au coronavirus début septembre.

Depuis le début de l'année, plus de 17 000 migrants sont arrivés en Sicile, et à Lampedusa contre 4 664 en 2019 sur la même période. La majeure partie d'entre eux viennent de Tunisie et débarquent par petits groupes.

VATICAN

Quelques heures après l'incendie qui a ravagé le camp de migrants de Lesbos, en Grèce, le pape François qui exprimait sa proximité à *toutes les victimes de ces événements dramatiques*, est revenu, jeudi 10 septembre devant des responsables associatifs, sur la question délicate de la gestion des flux de migrations et a déclaré : *« Les frontières, toujours considérées comme des barrières de division, peuvent plutôt devenir des fenêtres, des espaces de connaissance mutuelles, d'enrichissement réciproque, de communion, de communion dans la diversité.*

ESPAGNE

Les Canaries, archipel volcanique de l'océan Atlantique à quelques 200 kilomètres des côtes africaines, sont redevenues une façon d'entrer en Europe, comme dans les années 2006 à 2008. Plus de 3400 migrants y ont débarqués entre janvier et mi-août 2020. Mais au moins 239 décès ont été comptabilisés (210 en 2019 et 43 seulement en 2018). En effet, la traversée est difficile. Les embarcations ne viennent pas seulement du Maroc et de la Mauritanie, les deux pays les plus proches des Canaries, mais aussi du Sénégal, de la Gambie, à plus de 1 000 km au sud.

Les traversées augmentent en septembre, avec un vent favorable et une mer plus calme. Ce qui risque d'augmenter la diffusion du covid 19 : Une fois débarqués, les réfugiés doivent se soumettre à un test PCR et, si l'un des passagers est positif, s'isoler dans des centres d'accueil qui ne sont pas conçus pour des quarantaines.

Par contre, les arrivées sur la côte méditerranéenne espagnole ont diminué de 50%, alors qu'elles ont été multipliées par 6 aux Canaries.

GRECE

En 2015, l'ancien camp militaire de Moria, devenu deux ans plus tôt un centre de traitement administratif pour les migrants, voit affluer 450 000 demandeurs d'asile en un an. L'Union européenne a fait de Moria un Hot Spot, un centre pour traiter les demandes et répartir les migrants dans les différents pays européens. Les migrants se retrouvent piégés dans ce camp qui déborde sur les oliveraies avoisinantes.

Il n'y a pas d'accès suffisant à l'eau, aux sanitaires, à l'éducation, aux soins, etc. début

septembre 202, 35 personnes ont été testées positives au coronavirus. Depuis des années, les défenseurs des droits de l'homme prévenaient que ces conditions d'hébergement sordides entraîneraient tôt ou tard un désastre humanitaire. En 2016, un incendie avait entraîné l'évacuation de 4 500 réfugiés. Mais aucune mesure n'avait été prise. Le camp a été reconstruit. L'union des médecins de Lesbos demande le fonctionnement rapide de la structure des 62 lits, offerts récemment à Lesbos par le gouvernement hollandais et le transfert des personnes vulnérables en dehors du camp de Moria.

Il y a cinq ans, les habitants de l'île aidaient les migrants. Maintenant, ils les empêchent d'accoster et les travailleurs sociaux sont pris pour cibles. Des villageois ont construit des barricades (camions et troncs d'arbres) pour empêcher le nettoyage et la reconstruction du camp de migrants. Les habitants veulent empêcher la reconstruction du camp de réfugiés détruit par l'incendie.

Moria illustre bien l'urgence d'une réforme de la politique migratoire européenne, bloquée dans une union divisée. A la fin du mois, la Commission européenne doit présenter une proposition, plusieurs fois repoussée, de « nouveau Pacte sur la migration et l'asile ».

Des ONG ont dénoncé l'enfermement des demandeurs d'asile dans ses camps qui ne sont pas adaptés pour mettre en place les mesures barrières nécessaires. Trois camps de migrants situés près d'Athènes : Malakassa, Schisto et Eleonas ont été placés en confinement sanitaire total », jusqu'au 21 septembre, après l'apparition pour la première fois de cas de Covid-19

MALTE

En avril et Mai, Malte et l'Italie ont fermé leurs ports aux migrants. Mardi 8 septembre, l'ONG Amnesty International accuse le gouvernement maltais, de "tactiques illégales" en Méditerranée pour empêcher l'arrivée d'immigrés effectuant la dangereuse traversée depuis l'Afrique du Nord. Malte refoule les bateaux illégalement vers la Libye, et les détourne vers l'Italie plutôt que d'assurer un sauvetage des personnes en détresse ; de plus il détient illégalement de centaines de personnes dans des ferries mal équipés au large des eaux maltaises. Amnesty dénonce également l'accord signé fin mai entre Malte et la Libye destiné à empêcher les migrants d'atteindre l'île de Malte, les condamnant à un retour dans les centres de détention libyens, maintes fois décrits comme des lieux de mauvais traitements, de tortures et d'extorsion.

Depuis le début de 2020, Malte a accueilli 2 161 immigrants illégaux "et les ressources et les efforts nécessaires pour assurer l'accueil (...) sont sans aucun doute considérables pour un si petit pays", reconnaît Amnesty.

CHYPRE

Les autorités chypriotes sont inquiètes. Cinq bateaux de migrants ont été repérés ces derniers jours près des côtes de Famagouste, Limassol ou Zygi, au sud, ainsi qu'au large du Cap Greco, à l'extrême est. À bord, quelques dizaines de Syriens et de Libanais, partis des rivages de Tripoli distants d'environ 160 kilomètres. Le ministre de l'intérieur, a reconnu lundi 7 septembre que son pays faisait face à une augmentation soudaine des flux de migrants. Chypre est consciente du problème du Liban et a soutenu son peuple après l'explosion à Beyrouth, mais l'objectif est maintenant de limiter les départs de migrants illégaux.

ROYAUME-UNI

A quelques mois du durcissement par le Royaume-Uni de sa législation sur l'immigration avec le Brexit, 400 migrants ont traversé la Manche mercredi 9 septembre : selon les autorités britanniques, un nouveau record. Selon le ministère britannique de l'Intérieur, plus de 5.600

migrants ont traversé la Manche à bord de petites embarcations cette année. Face à la hausse des traversées, le Royaume-Uni a mis en cause la France et promis de mettre fin au phénomène.

A Douvres, qui connaît des records d'arrivées de migrants par la Manche, a eu lieu une manifestations pro et anti migrants. Une soixantaine de militants hostiles aux migrants ont crié «liberté» ou appelé à ce que les rues soient débarrassées de ces «ordures» ; ils ont bloqué un important axe routier. Nombre d'entre eux arboraient le drapeau britannique et ont entonné des chants patriotiques. Une centaine de personnes, militants pro-migrants : un représentant d'une association d'aide aux réfugiés (Kent refugee help), a déclaré : quand une société rejette des gens qui fuient la guerre, cela en dit long sur son état. Nous ne sommes pas ceux-là. Nous nous dressons et accueillons les gens qui dans des circonstances désespérées fuient des situations affreuses. On pouvait lire sur pancartes et banderoles : «Migrants et réfugiés sont les bienvenus».

MONDE

LYBIE

Dans un rapport remis au Conseil de sécurité, le secrétaire général Antonio Guterres réclame la fermeture des centres de détention de migrants illégaux, et s'insurge de la violation de leurs droits. En effet, les « conditions horribles » de détention sont horribles pour 2 780 personnes : manque de soin ou de nourriture, torture, disparitions forcées, violences sexuelles... La plupart du temps utilisés comme main d'œuvre gratuite pour réparer ou entretenir les armes des différents groupes armés, les hommes et les garçons servent aussi de monnaie d'échange pour obtenir des rançons de leurs familles. Près d'un quart de ces détenus sont des enfants, généralement séparés de leurs familles - contrairement à tous règlements internationaux.

ARABIE SAOUDITE

Des centaines, peut être des milliers, de migrants éthiopiens croupissent dans des centres dans des conditions inhumaines. Ils attendent des mois, un possible retour dans leur pays, l'Éthiopie, dont ils étaient partis en quête d'une vie meilleure en Arabie saoudite. Ces migrants sont généralement entrés illégalement par le Yémen, pour ensuite travailler dans les travaux publics ou les emplois domestiques.

Par contre, les Saoudiens sont devenus beaucoup plus réticents à employer des travailleurs étrangers. L'Arabie saoudite a expulsé près de 3 000 migrants éthiopiens ces dernières semaines, malgré les craintes que de telles opérations puissent accélérer la propagation du coronavirus dans le pays de la Corne de l'Afrique.

DEVENIRS DE MIGRANTS

En 2017, Hazem syrien réfugiés en Allemagne, Ahmad et sa famille, syriens réfugiés en Laponie, et Fatima syrienne et ses deux enfants, réfugiés en France, vivaient l'urgence de l'installation, de l'adaptation à un pays nouveau, d'une langue à apprendre. Trois ans plus tard, ils sont installés dans une nouvelle vie.

L'histoire de **Hazem**, mineur à son arrivée en Allemagne, est une succession d'occasions saisies et de chance. Celle d'avoir été accueilli dans une famille allemande à Würzburg qui lui a donné un environnement affectif et l'a guidé dans son parcours.

Ahmad a quitté Damas avec ses parents, frères et sœurs. Ils devaient s'installer au Caire en Égypte, ils ont finalement atterri à Kemi, en Finlande ! Ils ont affronté la neige, les très longs hivers

et une langue totalement inconnue. Mais trois ans plus tard, ils ont fait « leur trou ». Si l'intégration n'est pas facile pour les parents, leur fils Ahmad est aujourd'hui étudiant et travaille pour payer ses études.

Fatima, veuve avec ses deux enfants Aïcha et Omar, avait fui les combats dans le nord de son pays pour se réfugier d'abord en Turquie. Grâce à l'incroyable mobilisation d'une communauté catholique soudée, elle a pu partir en France, à Coublevie, près de Grenoble, où elle a été prise en charge avec ses enfants par de jeunes retraités. Trois ans plus tard, Fatima a un appartement et travaille. Elle reste très liée à cette seconde famille sur qui elle sait qu'elle peut toujours compter.